

# CAP Finistère



Penn Ar Bed

L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste  
habilité à publier les annonces légales et judiciaires - ISSN 1269-0791 - 0,50 euro

N° 1062

VENDREDI 12 SEPTEMBRE 2014

Dispensé de timbrage BREST CTC

## Les « oublis » de la droite

À quelques jours du scrutin, les listes en présence pour les élections sénatoriales dans le Finistère se font connaître. Mais si les grands électeurs savent qui sont les candidats qui sollicitent leurs suffrages, ils ne connaissent pas toujours les projets défendus par les listes de droite qui se gardent bien d'annoncer ce que les partis qui les soutiennent, UMP et UDI, proposent.

D'ailleurs, dans son document de propagande, la liste UMP n'avance pas la moindre proposition, préférant se cantonner dans la critique systématique.

Le gouvernement a souhaité engager notre pays sur la voie du redressement des finances publiques en annonçant un plan d'économies sur les dépenses de l'ordre de 50 milliards d'euros, dont 11 milliards pour les collectivités territoriales. Face à cet enjeu budgétaire, quelles sont les propositions de la droite ?

L'UMP a annoncé, il y a quelques mois par la voix de son président, un effort beaucoup plus conséquent de 130 milliards d'euros d'économies. Pour ce faire, l'UMP a notamment proposé la constitution de huit grandes régions et de favoriser la fusion entre communes pour dégager des économies.

Pour Hervé Mariton, délégué général au projet à l'UMP et candidat à la présidence du parti, 10 milliards d'euros seront économisés au niveau local sur « la réorganisation du millefeuille territorial », 10 autres milliards grâce à une « régulation



Les grands électeurs votent le 28 septembre

autoritaire des dépenses », plus 15 milliards avec des coups de rabot divers et le non remplacement de certains départs à la retraite, ainsi que l'augmentation du temps de travail. Ce qui fait environ 35 milliards d'euros d'économies envisagées au niveau local (Les Échos du 13 février 2014). À noter qu'au sein même de l'UMP certains (François Baroin, Nathalie Kosciusko-Morizet) ont dit leur inquiétude face à ce projet qu'ils jugent « récessif ».

L'UDI appelle, quant à elle, à mener un projet de 80 milliards d'économies sur la période 2015-2017 avec 26 milliards d'économies pour les collectivités (Le Figaro du 24 avril 2014). Elle propose pour cela de supprimer la clause générale de compétence et d'engager notamment une mutualisation systématique des moyens des communes de moins de 10 000 habitants.

On ne peut manquer, en prenant connaissance de ces propositions de la droite, de noter à quel point elles se révéleraient pénalisantes pour les collectivités locales !

Sources : Les Échos

**CAP  
FINISTÈRE**  
26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER  
DÉPOSÉ LE 11/09/2014



## QAG

Faut-il vraiment conserver les séances de questions au gouvernement dans leur configuration actuelle ? C'est la question qu'on est en droit de se poser. D'ailleurs dans un récent courrier, le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, a mis en garde les députés : leur comportement, pendant les séances télévisées, nuit à l'image de la représentation nationale et les Français le font savoir en se plaignant auprès de la présidence de l'Assemblée. Les élus de l'UMP tiendront-ils compte de cet avertissement ? Il y a, malheureusement, fort à parier que dans leur stratégie d'opposition systématique les élus de droite n'entendent pas cet appel à la raison. Le président de l'Assemblée devra alors prendre les sanctions qui s'imposent pour redonner leur dignité aux séances de questions au gouvernement.

PS29

## Chiffre de la semaine

**15** sur 24 000

C'est la proportion des maires qui refusent, en totale illégalité, d'appliquer les nouveaux rythmes scolaires dans leurs écoles.